

L'ex Directeur des services secrets hongrois : la charia sera installée d'ici un à cinq ans en Europe

écrit par Denis | 5 octobre 2016



Si rien ne change, la charia sera installée d'ici un à cinq ans en Europe.

Entretien avec Laszlo Földi, expert en sécurité, ex-directeur de l'agence des services secrets hongrois.

Interview en hongrois, sous-titrée en anglais, traduite sous la video en français.

Traduction par Denis

Journaliste : Bonjour M. Földi. Existe-t-il quelqu'un en Europe qui pourrait nous dire, à plus ou moins 200 000, combien de migrants nous avons sur le continent ?

1. Földi : Je pense que le problème est plus vaste que cela. Peuvent-ils nous dire, QUI EST ce million de personnes ? Vu sous cet angle, la situation est absolument catastrophique. La raison en est, comme nous l'avons souvent dit, la politique des frontières ouvertes laissant passer une foule innombrable [de

migrants]. Il y a à peu près un an, un an et demi, le sujet était tabou, même quand il s'agissait de mentionner la possibilité que des terroristes pouvaient s'être infiltrés parmi les migrants. Il y a eu une émission de télévision – dont je tairai le nom – dans laquelle le journaliste disait qu'il était stupide de voyager dangereusement à bord de bateaux pneumatiques pour venir ici, alors que les terroristes peuvent confortablement prendre l'avion. Le problème n'est pas là. Ils peuvent prendre l'avion aussi. Mais le fait est, que des milliers de soldats islamistes sont arrivés. Ce n'est pas du terrorisme au sens commun dont nous parlons ici. Mais il s'agit d'une attaque, une invasion qui a deux objectifs. Dans un premier temps, faire entrer un nombre maximum de soldats bien entraînés en Europe. La première tâche [de ces soldats] est de recenser la seconde ou la troisième génération de la population locale de confession musulmane, qui vit dans des zones de non droit non reconnues officiellement. Plus de 50 % de cette population ne veut pas s'intégrer dans la culture hôte. Ce sont des membres potentiels de la future armée.

Journaliste : Ces réfugiés – que nous qualifions de réfugiés en référence à la [convention de Berne de 1951](#), selon laquelle est réfugié quelqu'un qui fuit une persécution raciale, religieuse, ethnique ou politique pour sauver sa vie – donc ce sont des réfugiés. Pourquoi ne se sont-ils pas tournés vers les riches pays voisins producteurs de pétroles ?

1. Földi : Il y a une autre stratégie [de conquête], (en dehors d'envoyer des soldats terroristes), qui consiste à conquérir l'Europe d'une manière plus paisible. Les pays pétroliers ne les laissent pas entrer parce qu'ils savent que [les réfugiés] ne sont pas capables de se rendre utiles. Mais [ces pays] ont aussi besoin d'un

nouveau contingent en Europe pour qu'ils créent des partis politiques en leur faveur, pour servir les ressortissants de ces pays pétroliers, qui viendront se réfugier en Europe, une fois la ressource pétrolière épuisée. Ces gens voteront alors pour ces partis politiques islamistes européens et ils seront représentés dans les parlements. Dans ce sens, c'est l'occasion rêvée pour eux puisque l'Europe invite déjà ces futurs électeurs. Personne ne devrait croire que les partis existants [profiteront de ces futurs électeurs]. À partir du moment où ces partis [islamistes] seront implantés – les pays pétroliers ont tout l'argent nécessaire [pour s'en occuper] – [ces nouveaux électeurs musulmans] voteront pour ces partis islamistes exclusivement.

Journaliste : Le sens du mantra de l'union européenne « l'unité dans la diversité » tel qu'on le comprend aujourd'hui, il y a de grandes chances qu'il n'ait rien à voir avec celui que lui donnait les pères fondateurs de l'UE comme Shuman.

1. Földi : Du fait des migrations, la composition ethnique de l'Europe ne sera plus jamais la même. Le sens du mot « diversité » voulait alors dire hongrois, français, allemands ou russes. Mais [les pères fondateurs] n'avaient jamais pensé qu'une loi religieuse, la charia, puisse être introduite en Europe. Personne ne pouvait anticiper cela sérieusement. Si rien ne change et que l'Europe continue de se battre dans cette guerre intérieure – parce que c'est à cela qu'on assiste aujourd'hui – la charia sera installée d'ici un à cinq ans. J'espère me tromper, mais nous en serons à parler des endroits en Europe où sévira la guerre civile. Des soldats islamistes bien entraînés surgiront des zones de non-droit, dans lesquelles personne ne peut aller et

tout particulièrement pendant la nuit. Ils se déploieront autour [de ces zones de non-droit] et engageront des combats avec la population de souche qui tentera de se défendre. Les autorités, avec le mode de pensée actuel, ne pourront pas faire face.

Le journaliste : Quelles seraient les conséquences si ce qu'a dit, il y a deux jours, l'ambassadeur de Turquie auprès de l'UE se réalise, quant à la menace de déclarer nul l'accord [NdT : sur les visas entre l'UE et la Turquie ?]. Et ils renonceraient au traité [NdT : lequel ?].

1. Földi : Des flots [de migrants] viendraient. Les Turcs ont déjà utilisé cette menace et ils le referont. Nous devrions menacer la Turquie à notre tour. Menacer de les exclure de l'OTAN. Le dilemme pour la Turquie, c'est qu'elle n'a pas d'accord avec ses alliés [et sa protection dépend de l'OTAN] [NdT : donc, la Turquie hors de l'OTAN devient vulnérable ?].

Le journaliste : Et l'armée turque est la deuxième armée de l'OTAN ?

1. Földi : Oui, elle compte pour 10 % [NdT : pour 28 membres] dans l'alliance [NdT : [en terme d'effectif](#)]. Les USA représentent 75 %. Les 15 % restants sont apportés par les 26 autres membres. Permettez-moi d'ajouter à cela une dimension financière. 51 % du budget sontt apportés par les 15 % restants. 49% du budget proviennent des USA et de la Turquie. C'est un point intéressant parce que les 15 % [NdT : représentant 26 membres] ne peuvent pas faire valoir leurs droits, par exemple, pour la protection de l'Europe.

Le journaliste : Que peut faire l'Union européenne contre la

Turquie ? Donner des leçons de démocratie ou accepter la pression turque ? Ils sont [NdT : les turcs ?] en position idéale pour être soumis à un chantage.

1. Földi : L'Europe ne peut rien faire contre la Turquie. Le dernier accord tenté par Mme Merkel était notre dernière cartouche. De ce point de vue, personne ne peut condamner [Mme Merkel]. Elle a essayé de construire une défense avec cela. Cela n'a fait que conforter les turcs dans leur confiance en eux-mêmes. Il n'y a qu'un seul moyen de se sortir de cette situation : c'est de les menacer de les exclure de l'OTAN. Hors de l'OTAN, les Turcs n'auront plus leur mot à dire quant à la politique internationale. Cette carte reste encore à jouer.

Le journaliste : Merci beaucoup M. Földi.

Traduit de l'anglais par Denis.